

IN SITU, REVUE DES PATRIMOINES
Jardins collectifs : de l'abbé Lemire aux jardins d'insertion
Typologies – Expériences - Enjeux de conservation

APPEL À CONTRIBUTIONS

Coordination du numéro : Marie-Hélène Bénetière (Sous-direction des monuments historiques et des espaces protégés), Frédérique Boura (Mission de l'Inventaire général) et Fañçoise Dubost (EHESS)

Objectifs du numéro :

Publier les recherches récentes inédites et les recherches en cours sur les jardins collectifs dans leur approche patrimoniale et non par le prisme du jardinage et de l'alimentation comme le font la plupart des articles ou ouvrages sur le sujet qui ont également des visées sociales. Le point de vue retenu ici se veut très différent en prenant en compte l'histoire de ces jardins et en s'interrogeant sur leur conservation et leur protection.

Ce numéro est programmé pour le troisième trimestre 2018.

Présentation du sujet :

Le projet de numéro est né du constat de l'absence de publications scientifiques sur le sujet alors que nombre d'expériences ont vu le jour ces dix dernières années. Un état de la question paraît nécessaire.

Les jardins collectifs, qu'ils soient ouvriers, familiaux, partagés, d'entreprises, d'usines, de prisons, d'écoles, d'hôpitaux ou de châteaux ont aujourd'hui plus de 100 ans d'existence et un bel avenir devant-eux. Ils sont en pleine expansion dans de nombreux pays industrialisés et notamment en France.

Originellement dévolus à l'alimentation et à la bonne nutrition familiale, ils ont également aujourd'hui un rôle à jouer dans le développement durable des villes et des zones péri-urbaines, sur les questions de biodiversité, de santé et de lien social.

Autrefois gérés par des associations, des municipalités ou des entreprises, de nouvelles formes de gestion se font jour, notamment sur des terrains privés et dans des monuments historiques.

L'histoire, les fonctions, les usages, les modes de fonctionnement, les destinataires, les statuts et les formes de ces jardins collectifs ainsi que leur avenir seront abordés de façon interdisciplinaire par différents auteurs.

Thèmes proposés pour le numéro d'*In Situ*

· Les jardins collectifs : typologies et histoire

Le père Volpette à Saint-Étienne, l'abbé Lemire à Hazebrouck, ou Madame Hervieu à Sedan ont tous la même idée entre 1894 et 1896 : mettre à disposition des ouvriers les plus pauvres des terrains à jardiner pour les aider à se nourrir, prendre l'air et leur rendre leurs racines rurales. Le principe de ces jardins collectifs gérés par des associations chrétiennes est repris par des industriels paternalistes ou de grandes entreprises (chemins de fer) pour évoluer entre les deux guerres vers des modes de gestion différents (associations) pour des publics diversifiés (malades, écoliers, prisonniers, sans emploi, etc.). Il s'agira là de définir les différentes typologies de ces jardins et de les replacer dans un cadre historique.

· Les jardins collectifs : pour qui ? pourquoi ?

La destination de ces jardins (insertion, santé, lien social, éducation, solidarité, gestion des espaces, loisirs, etc.) sera explorée ici.

Qu'ils aient été aménagés sur d'anciennes fortifications, dans des usines, le long des voies ferrées, hors sol en pleine ville, dans des écoles, des prisons, des hôpitaux ou des châteaux publics et privés,

ces jardins sont gérés collectivement mais dans des buts différents. Différentes collaborations nous aideront à en comprendre les enjeux.

· *Les jardins collectifs : de la reconnaissance patrimoniale à la protection*

Les jardins familiaux dits des Petits bois de Montreuil à Versailles ont été labellisés « Jardin remarquable » par le ministère de la culture en 2015. La question de la protection au titre des monuments historiques de ce lotissement créé au début du XX^e siècle s'est posée et une réponse en « demi-teinte » a été apportée. Lorsque l'on interroge la base Mérimée à « jardins ouvriers », soixante-dix réponses sont livrées, deux dossiers concernent des jardins protégés au titre des monuments historiques (Famillière de Guise et usine Dorian à Pont-Salomon) alors que la plupart sont issus du repérage du patrimoine industriel où les jardins ne sont pas étudiés dans le dossier d'inventaire. Les pré-inventaires de jardins des années 1990-2000 ont aussi contribué à révéler cette typologie.

Ces jardins collectifs participent à notre histoire mais sont-ils du patrimoine ? Faut-il les reconnaître parmi les monuments historiques ? Comment les conserver et les accompagner vers l'avenir. Différentes contributions proposeront des pistes de réflexion et des réponses à ces questions.

Propositions de contribution

Les articles attendus doivent contenir une part inédite de recherche, d'hypothèse ou de mise à jour ; ils ne peuvent reprendre la totalité d'un article déjà paru.

Si vous souhaitez contribuer à ce numéro, nous vous remercions d'envoyer votre proposition avant le **30 juin 2017**, accompagnée d'un résumé de 1 500 signes au maximum, ainsi que d'un court CV, par voie postale :

Ministère de la Culture et de la Communication

Direction générale des Patrimoines

Revue *In Situ*

6, rue des Pyramides

75001 Paris

à l'attention de Françoise Cosler

ou par courriel

francoise.cosler@culture.gouv.fr

Envoyer une copie de votre proposition à :

marie-helene.benetiere@culture.gouv.fr

ou

frederique.boura@culture.gouv.fr

ou

dubost.francoise75@gmail.com

Les textes eux-mêmes seront attendus en **janvier 2018**. La taille des articles sera comprise entre 15 000 et 35 000 signes.

Pour toutes les recommandations faites aux auteurs concernant le nombre de pages ou d'images, les droits de l'iconographie, l'insertion de notes et de liens, etc., voir le site de la revue :

<http://insitu.revues.org/401>